

L'IE, un espoir pour tous !

Dans le précédent numéro de R.IE, je constatais, espérais, souhaitais que 2005 soit un grand cru pour l'IE ; un hydromel dont les entreprises se délecteraient.

Il est vrai que pour un grand cru, les indices favorables et autres signaux faibles ne manquent pas : l'IE a gagné ses lettres de noblesse et les grandes entreprises n'hésitent plus à parler de leurs pratiques, comme le fait Air France dans nos colonnes - il faut reconnaître que la culture du renseignement était ancienne dans cette société !

De leur côté, les PME ne sont pas en reste non plus. Elles deviennent, jour après jour, des acteurs à part entière de l'IE, comme le montre le dossier spécial que nous consacrons aux différentes pratiques des PME en la matière.

De même, les travaux d'Alain Juillet commencent à porter leurs fruits, même s'il est vrai que les entreprises ne se sentiront guère concernées par un référentiel de formation qui s'appliquera, en priorité, aux grandes écoles et aux universités. Un sujet sur lequel nous reviendrons très prochainement...

“Une erreur de vinification”

Parfois, une petite “erreur de vinification” transforme un grand cru en la pire des piquettes, en un vinaigre imbuvable. Cette “erreur de vinification” ne serait-elle pas le rapport Beffa* ? Celui-ci a, en effet, le mérite de vouloir une politique industrielle forte de l'Etat, mais il soutient que seules les grandes entreprises doivent recevoir des fonds publics.

Il y a là un paradoxe des plus saisissants à vouloir investir des sommes importantes pour développer l'IE dans les PME et à soutenir, dans le même temps, que les sommes allouées au titre de la recherche doivent aller principalement aux entreprises du CAC 40.

Il y a la même ambiguïté à soutenir que les créations d'emplois sont dans les PME, notamment celles qui innovent, et à vouloir leur retirer des subsides publics.

Espérons donc que le rapport Beffa - qui contient par ailleurs d'excellentes propositions - n'influencera pas la politique des pouvoirs publics à l'encontre des PME et que les efforts insufflés par le gouvernement en matière d'IE, notamment dans les régions, ne seront pas ralentis.

Attendons également avec impatience les nouveaux travaux d'Alain Juillet.



Thibault du Manoir de Juaye
Rédacteur en chef
juaye@rie-mag.com

Souhaitons enfin une évolution de la législation. Il se préparerait - dit-on dans les cénacles les mieux informés -, une nouvelle réglementation sur le secret des affaires. Il faudra sans doute aller plus loin et examiner la possibilité de modifier nos textes législatifs afin de réprimer davantage les tentatives de déstabilisation d'entreprises.

Thibault du MANOIR DE JUAYE,
Rédacteur en chef

* Jean-Louis Beffa est l'actuel président de Saint-Gobain. Le fameux “rapport Beffa” est né d'un constat simple et pour le moins préoccupant : la France, mais aussi l'Europe accusent un retard flagrant dans le domaine des sciences et des technologies vis-à-vis de leurs principaux adversaires économiques ; les Etats-Unis et le Japon. Et pourtant, ces domaines d'activité sont aujourd'hui considérés comme sensibles, et même dits de “souveraineté nationale”. Le rapport Beffa fait ainsi un certain nombre de propositions pour combler ce retard et renforcer la compétitivité nationale. Pour consulter ce rapport : www.lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr www.rapport-jeanlouisbeffa.com